

Les Giscard d'Estaing : du lobby colonial au lobby nucléaire

Résumé. Edmond Giscard d'Estaing a fait carrière dans la finance coloniale, Indochine. Il quitte la SOFFO l'année précédant l'élection présidentielle de son fils, faite avec l'aide de nostalgiques des colonies. Charles Schneider patron du groupe du même nom, qui vient de créer Framatome est devenu par alliance l'oncle du Ministre puis Président Valéry. Sous Giscard la France commande l'équivalent de 66 réacteurs 1000 MWé à Schneider/Framatome, et en vend deux au régime Vorster de l'apartheid. Un cousin germain est dans la banquerie liée à ce type d'exportation, un autre au CEA notamment pour les mines africaines d'uranium, le 3^e chez Thomson (dont Edmond a été administrateur) vend aussi à Vorster.

Anegeo 27/04/18 (17/09/22)

plan :

- I. Dans la trace de papa Edmond
- II. Valéry - Schneider/Framatome
- III. Les cousins germaines

Annexes

- A.1. Champagne-Ardenne-Belgique : à un fin cheveu de la catastrophe nucléaire
- A.2. Vente de deux réacteurs nucléaires au régime de l'apartheid

I. Dans la trace de papa Edmond

Edmond est un ultra-libéraliste "théorique". Les États ne doivent pas enquiquiner les grosses maisons, seulement être là pour favoriser leur développement. Dès la fin des années 20 après la première guerre il milite (dans le Comité d'Action Économique et Douanière, CAED de Jacques Lacour-Gayet) pour une Europe du libre échange. Dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, cette association reprend son combat, participe aux premières grandes réunions pour faire l'Europe (ex. congrès de la Haye du 7 au 10 mai 1948 sous la présidence d'honneur de Churchill, sortes de groupes de pression du business). Ce n'est pas tout à fait un hasard si le fiston Valéry est réputé européen... Il y a des liens entre le père et le fils qu'on connaît mal (Valéry le haut fonctionnaire parisien, a toujours voté chez papa à Chanonat, reprendra le petit château). L'ultra-libéralisme, c'est la théorie qu'on trouve dans les articles et livres d'Edmond.

L'historienne Annie Lacroix-Riz a retrouvé la preuve de l'appartenance d'Edmond au milieu de la Synarchie (groupement discret de l'élite, banques et industriels, qui, avant la guerre, voulait faire tomber la République honnie de cette époque). C'est un élitiste au sens il est normal, et un devoir, que le pouvoir soit au main de l'élite. C'est aussi un colonialiste. Il est catholique.

Ce qui a fait la richesse de la famille Edmond Giscard d'Estaing, c'est la SFFC (Société Financière Française et Coloniale) renommée SOFFO (Société Financière pour la France et l'Outre-mer) en juillet 1949, dont Edmond est le Président pendant 40 ans ininterrompus de 1933 à 1973 (veille de l'élection du fiston, il a alors 79 ans). La SFFC marche en duo avec la Banque de l'Indochine : mélanges complexes interdépendants indéchiffrables des intérêts de la haute finance coloniale. Le gros des affaires de la SFFC pendant une bonne partie du siècle, c'est l'Indochine. Or si, en 1930 par exemple, 36 000 français-e-s peuvent faire exploiter la monoculture de caoutchouc, l'étain, le sucre, être gérant du chalandage etc., faire sur le long terme de confortables bénéfiques, comme le faisait la SOFFO et d'autres groupes (www.entreprises-coloniales.fr, [là](#), [là](#)), au milieu de 17 millions d'indochinois-e-s, c'est parce qu'ils les tiennent militairement (les coolies du Nord surpeuplé ne coûtent pas bien cher mais on se méfiait de l'esprit "viets"). Et qui paye l'armée ? les indigènes *indochinois* et les contribuables français, merci à tous de la part de la Banque de l'Indochine et de la SFFC/SOFFO, entre autres. Par ailleurs, lorsqu'en 1954 après Dien Bien Phu les français doivent quitter le Tonkin, ces entreprises coloniales ont été financièrement dédommagées par l'État français "à condition qu'ils soient réinvestis" (ce qui sera fait en Afrique et métropole). Et merci encore aux contribuables pour l'assurance tout risques gracieusement offerte.

Edmond est par ailleurs dans de multiples Conseils d'Administrations, vraiment dans beaucoup, et autres

organisations patronales.

Autre aspect des deux très proches frères René et Edmond Giscard d'Estaing, c'était des proches de Philippe Pétain. Dans le Puy-de-Dôme, les deux frères ont leur château respectif à quelques kilomètres l'un de l'autre, et à Paris, leur appartement/maison du XVI^{ème} (de là où le jeune Valéry a fait sa deuxième année de prépa à Louis-Légrand l'année scolaire 1943-44) étaient à quelques centaines de mètres l'un/l'une de l'autre. Les enfants de René et Edmond étaient toujours ensemble.

Les deux frères n'étaient pas des pro-nazis. La défaite est bien triste mais on se console avec Pétain et la collaboration, et la vie continue. Pendant toute la guerre, Edmond n'a laissé tomber aucune de ses affaires, aucun de ses postes. En fait, elles marchaient pas mal ses affaires, émissions de nouvelles actions, augmentations de capital.... Le Japon, jusqu'au bout, achetait, même si à son prix, toute la production de l'Indochine vichyste. Toute la guerre le régime de Vichy a eu son ambassade à Tokyo, la Banque d'Indochine avait une branche à Tokyo et un compte à "la banque Specie de Yokohama" de Tokyo (横浜正金銀行 Yokohama Shōkin Ginkō; qui jouait alors le rôle de trésorier-payeur pour l'armée impériale japonaise). De même la SFFC était actionnaire de Lorraine-Dietrich qui dans sa grosse usine d'Argenteuil pendant la guerre réparait des moteurs d'avions pour le 3^{ème} Reich. C'était impossible de l'empêcher. On constate à la sortie de la guerre que la SFFC avec Edmond comme Président est toujours actionnaire. Idem pour les assurances Le Phénix (qui deviendra AGF) dont Edmond était le Président. Pearl Harbour ou pas, rafles ou pas, les affaires continuaient. Oh...! Edmond n'est pas le seul. La France des affaires presque'entière a collaboré économiquement avec le 3^{ème} Reich. C'était pas facile de faire autrement. Mais on a le droit aussi de le constater, et il ne faut pas non plus faire croire que c'est le contraire qui s'est passé.

Franz Richard Hemmen, chef de la délégation économique allemande à la Commission d'armistice, peut dire en janvier 1942 : « *Les français employés dans l'industrie, les chemins de fer, la navigation fluviale et la majeure partie de la marine marchande travaillent presque exclusivement pour le Reich.* » ce à quoi on peut ajouter, et l'Indochine presque exclusivement pour le Japon impérial de Pearl Harbor.

René le père des trois cousins germains de Valéry, plus expansif, a été moins discret. Au deuxième anniversaire de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale, chargée de faire appliquer cette « Révolution nationale » de Philippe Pétain, les 29-30 août 1942 à Gergovie, c'est lui qui fait le premier discours et qui avait écrit le suivant. Grand moment ensuite à Clermont-Ferrand à une dizaine de kilomètres où tout le monde est présent, Philippe Pétain, Pierre Laval, René Bousquet... C'était précisément le moment où le régime faisait des rafles dans sa zone libre. Et les derniers des 4000 enfants d'une rafle précédente, celle du Vel d'Hiv à Paris, un temps parqués à Baune-la-rolle sous la garde des gendarmes-nounous du régime vichyste, ont du arriver au camps d'Auschwitz la veille de ces célébrations au haut lieu du plateau de Gergovie (il n'en n'est revenu). Leurs mamans et papas qu'on leur avait arrachés doivent partir en fumée au même moment.

Cela ne veut pas dire qu'Edmond est sainte-ni-touche. Pendant des décennies après la guerre il était dans les mêmes affaires que René Bousquet qui était dans presque autant de Conseils d'Administrations que lui. René Bousquet a été embauché comme Secrétaire Général à la Banque de l'Indochine en 1950. Pas que René Bousquet mais aussi son bras droit patron de la police n°2 pour la rafle du Vel d'Hiv, Jean Leguay, et quelques autres de la même tendance également.

C'est le moment où il faut rapatrier les fonds et les avoirs des succursales indochinoises avec la guerre d'Indochine, là où la SOFFO d'Edmond a tant d'affaires. R. Bousquet et J. Leguay, notamment, vont réussir cette métamorphose pour faire de la Banque de l'Indochine la troisième grande banque d'affaires française (IndoSuez). En plus, tous les transferts de fonds pour le corps expéditionnaire français qui combat le Viet-minh, 167 000 personnels au 01 janvier 1950, soldes, frais de ravitaillement, etc., passaient obligatoirement par la Banque de l'Indochine, la banque émettrice du piastre. La guerre d'Indochine a fait entre 400 000 et 500 000 morts avec un rapport de 1 français pour 20 "indigènes" vietnamiens, en incluant ceux combattant coté français, mais essentiellement des vietcongs car l'armement n'était pas le même des deux cotés.

Est-il étonnant dans ces conditions que lors de la campagne présidentielle de 1974, le journal *Minute* ait soutenu la candidature du fils d'Edmond dès le premier tour ? Que les jeunes de l'extrême droite d'Occident/GUD aient fait le service d'ordre et aient collé les affiche du candidat Giscard ? que le financement des meetings de VGE en 1974 était géré par Hubert Bassot proche de l'OAS avec des fonds patronaux de l'UIMM ? (Delahousse et Jouan, *Le Figaro* 04/03/2008, [ici](#)).

Edmond était encore Président de la SOFFO l'année précédente ! Michel Calzaroni qui était au Lycée Henry

IV de l'élite parisienne en face du Panthéon avec Gérard Longuet dans leur période Occident visible des années 60 est né en Indochine et ne cache pas sa nostalgie de cette époque de l'Empire français. M. Calzaroni est Directeur de l'information au service de presse du C.N.P.F., Conseil National du Patronat Français, de 1970 à 1985. Ce service était dirigé par le "colonel" Michel Frois qui avait été chef du service de l'information pour l'armée coloniale en Indochine puis en Algérie, lien discret entre le patronat et le Giscardisme. Les jeunes Gérard Longuet, Alain Madelin et Hervé Novelli d'Occident ont fait un stage dans ce alors tout nouveau service en 1969.

Alain Madelin et Anne Méaux (toujours de l'équipe d'Occident, elle qui conseille aujourd'hui Jean-Bernard Levy, ancien secrétaire du Ministre G. Longuet, à la tête de la nucléaire EDF, aussi Lafargue, après avoir conseillé Anne Lauvergeon) étaient même dans l'équipe de campagne du candidat Giscard de 1974.

On retrouve donc plus tard une partie de ces personnes au Parti Républicain créé en mai 1977 pour soutenir Giscard lors des législatives (puis la présidentielle). Gérard Longuet qui au bout d'une longue nuit, 05h du matin, récemment, avait re-re-re-déposé un amendement Cigéo-déchets nucléaires dans la loi dite "le tiroir à Macron" d'alors, puis a re-re-proposer une loi en avril 2016 pour la même chose, était à la tête du Parti Républicain de 1990 à 1995. A. Madelin et G. Longuet qui faisaient le coup de main à Occident, particulièrement contre ceux/celles qui protestaient contre la guerre au Vietnam ([là](#)), ont par deux fois été au gouvernement ensemble.

De 1989 à fin 1995 le Président de l'UDF était Valéry Giscard d'Estaing et son Vice Président Gérard Longuet.

II. Valéry - Schneider/Framatome

Valéry se marie en déc. 1952 avec Anne-Aymone dont la grand mère paternelle était Marguerite Schneider. Valéry est désormais un cousin des Schneider par alliance. Inspecteur des finances par ailleurs, il va côtoyer dans les réunions de familles déjà, le grand patron Charles Schneider désormais "son oncle", pendant 8 ans (décédé bêtement en 1960). C'est le moment où Charles Schneider crée Framatome avec Westinghouse (1958), ainsi que Brevatome avec EDF et le CEA (1959).

De 1960 à 1969 le groupe industriel est dirigé par la tante d'Anne-Aymone, et de Valéry par alliance, Lilian Schneider. La période n'est pas facile mais a lieu un événement d'importance et d'espoir pour le groupe, en 1961/62 commence la construction du réacteur nucléaire prototype 350 MWé de Chooz : commande à Framatome/Schneider, contrat clé en main par EDF et le belge Electrabel (SENA). Le réacteur démarre en oct 1966. Quinze mois après son démarrage, on évite la catastrophe nucléaire d'un fin cheveu (voir Annexes, A.1) mais la chose a été gardée très discrète. De son côté Valéry a grimpé vite les échelons. De 1959 à 62, il est Secrétaire d'État au ministère des finances puis, de janv 1962 à déc 1965, il est le ministre des finances (du gvt Pompidou). Nouvelle réalisation, sur le territoire belge cette fois, encore une signature franco belge (SEMO SA, 50% EDF) en 1968 pour un réacteur atomique plus gros, de ~ 900 MWé, à Tihange, à moins de 100 km de Chooz. C'est encore un REP Westinghouse avec la cuve Framatome/Schneider (début des travaux 1970). Avec ces réalisations dans la musette, le groupe Framatome/Schneider est dans les starting blocs, à l'affût...

Valéry est Ministre des finances de juin 1969 jusqu'à mai 1974 (gouvts. Chaban Delmas puis de Messmer).

Pour le nucléaire civil "*Les « **autorisations d'engagement** » sont annoncées en Conseil des Ministres et ont donc un **caractère politique**.*" (*in* "Le dossier électronucléaire", CFDT-énergie-atomique, Ed. Seuil, 1980, p. 469). Une fois accordées, c'est EDF qui gère son timing comme elle l'entend (j'ai feuilleté la Gazette Nucléaire pour retrouver des autorisations, [ici](#)).

- de 1969 à 1974 "programmes 1970", "**autorisation**" pour 5400 MWé (Valéry ministre des finances);

- 05 mars 1974, sur fond de crise pétrolière, brutale accélération réputée comme le lancement du tout-électrique-nucléaire par Pierre Messmer, "**autorisation**" pour 2 × 5400 MWé. En réalité, P. Messmer disparaît définitivement de toute fonction gouvernementale deux mois plus tard. Par contre le Ministre des finances depuis 5 ans et Ministre d'État ce 05 mars 1974 est un certain Valéry...

- en février 1975, "**autorisation**" pour 12 000 MWé nucléaires de plus, suivi en juillet-août de l'abandon de la filière eau bouillante BWR (il y avait 2 commandes fermes pour St Laurent des eaux avec même des débuts de travaux et 6 options), décision qui transforme **Framatome** en **unique constructeur national** de la chaudière des réacteurs (Giscard Président; c'est devenu le groupe Empain-Schneider);

- sept. 75, **vente** à Saddam Hussein d'Osirak = Tammuz-1, 70 MW_{th}, réplique d'Osiris fabriqué par le CEA, fonctionnant à l'uranium enrichi à 93 % "qualité militaire" avec contrat d'en fournir 50 kg/an (et avec un tel

réacteur à très haut flux, possibilité de produire du Pu en couverture, assez chaque année pour une bombe; Chirac Premier Ministre, Giscard Président; le réacteur bien avancé sera détruit le 07 juin 1981 par l'aviation israélienne supposée).

- déc. 1975 : formation de la Cogema. Le premier Président, jusqu'en 1978, est le corps des mines André Giraud, éminent membre du parti giscardien, Républicains indépendants transformé en PR, Parti républicain, dont Gérard Longuet deviendra le Trésorier en 1982 (Giscard Président);

- 17 mars 1976 : signature concluant un accord avec le Pakistan pour le démarrage de la construction d'une importante usine de retraitement de 100 t/an qui pouvait séparer 800 kg de plutonium/an (Giscard Président; définitivement abandonné en 1978 sous la pression massive de l'administration Carter; mais le Pakistan en avait déjà appris assez...);

- avril 1976, la Commission restreinte pour l'énergie présidée par V. Giscard d'Estaing donnait l'"**autorisation**" pour la NERSA de Superphenix 1200 MWé; en 1980 Valéry déclarera que ce genre de réacteurs permettrait à la France de "*disposer d'une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie Saoudite avec son pétrole*"; le 31 juillet 1977 : 5000 CRS armés de fusils tire grenade à effet de souffle pour défendre de l'herbe (il n'y avait rien de construit et pas d'engins) contre 60 000 à 100 000 manifestants à Crey-Malville : 1 mort, 2 mutilés, une 100 aine de blessés (Giscard Président; réacteur qui consommera beaucoup plus d'électricité qu'il fera et dont le coût avant démantèlement était selon la C. des comptes de 12 milliards €);

- mai 1976 : **Attribution du contrat** de deux réacteurs à l'Afrique du Sud (voir Annexes A.2). Cela est suivi d'un contrat en janvier 1977 pour le **rapatriement** vers la France de tous leurs déchets nucléaires à retraiter. (Giscard Président). On apprendra en 1978-79 que des avions d'UTA (cie aérienne coloniale dans la création de laquelle a été très impliquée la SOFFO d'Edmond, père de Valéry dans les années 60 et dont René Bousquet était l'un des administrateurs au début des années 70) transporte secrètement à Marseille en soute du concentré d'uranium de la mine de Rössing en Namibie alors occupée par l'Afrique du Sud de l'apartheid, "mandat" déclaré illégal par les Nations Unies (Giscard Président).

- juin 1977 : "**autorisation**" pour 10 000 MWé pour les années 78 et 79 → On en est alors à 38 200 MWé filière REP "**autorisés**" sous V. Giscard d'estaing depuis 1969;

- en juillet 1978 : "**autorisation**" supplémentaire pour 10 000 MWé pour les années 1980 et 81 (Giscard Président). Peut-être est-ce parce que les avions-renifleurs de pétrole au même moment avaient le nez bouché ? (affaire traitée [ici](#) en § XII).

- 28 mars 1979, fusion partielle du cœur d'un réacteur REP américain neuf (Three Mile Island-2, vieux d'un an, Pennsylvanie, à 16 km de Harrisburg, 68 000 h, et 25 km de Lancaster 580 000 ha) : quelques jours après le Ministre de l'Industrie, le corps de mines giscardien André Giraud : "*Rien ne conduit à modifier le programme nucléaire français. Seuls les faits comptent, ce n'est pas avec des arguments irrationnels que l'on mène une politique.*". Quelques mois avant les autrichiens avaient voté contre le nucléaire (un réacteur construit ne recevra jamais de combustible).

- 03 avril 1979 le comité interministériel donne "**autorisation**" supplémentaire minimale de 10 500 MWé pour les années 80-81 (6 tranches 1300 MWé et 3 tranches 900 MWé; "minimale" car il se pourrait qu'on y rajoute un 1300 MWé; Gazette Nucléaire n°29, p. 5). Interrogé sur le problème des déchets nucléaires le Premier ministre Raymond Barre (Le Monde 03/04/79, reproduit dans Gazette Nucléaire n°26/27 p. 9) : "*Jusqu'ici nous avons résolu le problème sans que cela provoque des drames et nous continuerons à le faire...*" (Giscard Président);

- 2 avril 1980, le gouvernement a présenté un plan énergétique pour 1990, **son choix politique**, le dernier du septennat V. Giscard d'Estaing. "... *structure de production prévue par EDF [scenario EDF "consommation forte" figurant dans un "rapport intérimaire" de la Commission Énergie] et reprise par le gouvernement. L'orientation est très claire : c'est le tout nucléaire. En 1990, le nucléaire doit représenter 73 % de la production d'électricité. (...) Cette production de 330 milliards de KWh correspond à une puissance installée de 60 000 MWé (fin 1990) soit 66 unités de 1000 MWé*" (Gazette Nucléaire n°39/40 p. 2 et 6, n° 44 p. 9) (Giscard Président);

→ → d'où la jolie courbe présentée par Wise-Paris des investissements EDF ([là](#) p 12, on a rajouté en orange le cadre montrant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, et il était Ministre des finances les 4 années précédentes) :

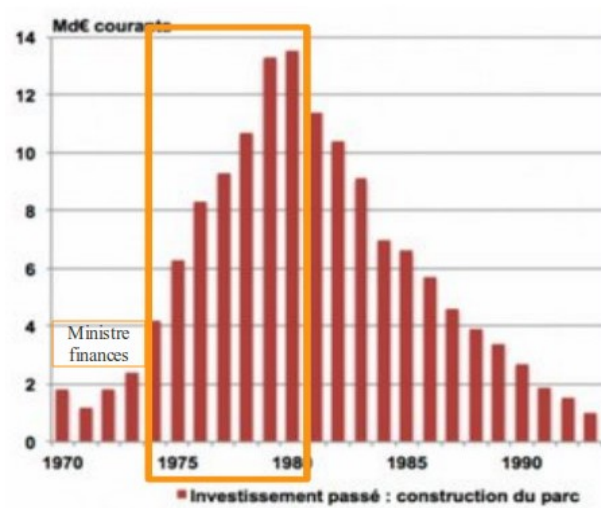


Fig. 1. Investissements EDF sous le Septennat Valéry Giscard d'Estaing (boite orange), in Wise-Paris (22/02/14)

A la fin du Septennat Giscard, en 1980, l'endettement à long terme d'EDF approche de 100 milliards de francs ce qui correspond au coût d'investissement de 24 tranches nucléaires 1300 MWé (Gazette Nucléaire n°46/47, p. 11, [là](#)).

Le septennat se termine pendant les événements de Plogoff dont la population ne veut pas de centrale nucléaire. On est en quasi guerre civile, les femmes sur place en première ligne (village de marins). Les mairies refusent d'ouvrir pour les enquêtes publiques et les fonctionnaires sont dans des bus protégés : 8 escadrons de gendarmes mobiles, un hélicoptère, le génie, un commando de Mont-de-Marsan, gendarmerie régionale qui pratique les écoutes téléphoniques généralisées...

Le président Valéry Giscard d'Estaing avait assuré, "Il ne serait être question d'imposer aux français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés." (Le monde 26/01/78)



Fig. 2. La fin du septennat Giscard contre les femmes du village marin de Plogoff (ladeviation.com, [là](#))

III. Les Cousins germains

On a parlé plus avant de René, le frère très proche d'Edmond Giscard d'Estaing. Leurs enfants ont passé une heureuse jeunesse ensemble. Les trois fils de René ont eu de belles carrières pendant que leur cousin germain, Valéry, était Président de la République :

- **François**, né 7 mois après son cousin Valéry, les deux en permanence dans les mêmes lycées passent une grande partie de jeunesse ensemble, y compris "l'armée" (ce qui s'est passé pendant ce court moment de leur vie, inférieur à 12 mois ce qui mérite d'être souligné, mérite un livre en soi), et sont de la même promo de la toute jeune ENA (1951, le mémoire de François est sur le Maroc) dont ils sortent tous deux inspecteurs des finances.

François sera Président-administrateur de la Banque française du commerce extérieur, BFCE, avec Albert Bouvier comme Directeur. Ce dernier est le fiston de René Bouvier qui n'est autre que le collaborateur d'Edmond (le Père de Valéry) pendant les années du régime de Vichy de la SFFC (Edmond Président, René Bouvier Vice-Président de la SFFC dans Paris occupé s'occupant de leurs affaires en Indochine vichyste). Leur présentation a été faite par Raymond Barre, Premier Ministre de Valéry, en sept. 1977 (Nouvel Observateur, 01/12/80, [ici](#)).

En 1977 François entre au CA de la COFACE. Ces deux organismes, B.F.C.E. et Coface ont un rôle essentiel pour des contrats comme celui d'équipement de télécommunication pour le Zaïre avec Thomson CSF international où est son frère Philippe, la vente à risque de deux réacteurs nucléaires Framatome à l'Afrique du Sud notamment (Voir Annexes, A.2).

Fin 1980 le financement de la ville d'El Asnam détruite par un tremblement de terre est confié à la BFCE présidée par François. La réalisation des travaux a été attribuée à la société Gradient dont l'actionnaire principal était Thierry Roussel (neveu du PDG du groupe Roussel-Uclaf) dont l'agence, beaucoup plus de communication que de construction, était réputée pour avoir des liens avec les Giscard. Plus tard une société de T. Roussel qui a été parmi la floraison de sociétés écrans dans l'affaire dépose son bilan et on découvre alors des versements (8 millions) sur comptes panaméens. L'état algérien ayant porté plainte pour détournements, est découvert une intense circulation de capitaux. Mais les banquiers et notaires suisse refuseront de dévoiler les identités (F. Zamponi, Libération, 03/01/95). François, entre temps avait de lui-même pris congés de la BFCE (Décret 31/03/83). Il aurait pourtant été compétent pour enquêter puisqu'il avait été Rapporteur particulier de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques de 1968 à 1971 (dict. Insp des finances).

Comme son oncle Edmond après la guerre, François siège dans de nombreux autres C.A., comme celui de AGF (le nouveau nom de Le Phenix de son oncle Edmond) à partir de 1975 ou Lefebvre Entreprise (filiale GTM Entrepose SA, et qui possèdent aussi des sous-filiales au Gabon, Cameroun), à la SAFA Cameroun (Société Africaine Forestière et Agricole, 225 000 ha, hévéas, café), à la Société des Etains de Kinta (Malaisie), à France-câble.. (Le Monde 11/10/79). Nombreuses de ces nominations ont eu lieu alors que le cousin germain est Président de la République.

Comme Valéry, François est un amoureux de la Centrafrique. Bocassa avait attribué au trio Marc Péchenart, François Giscard d'Estaing et Claude Hettier de Boislambert et quelques autres un territoire de 5 blocs de chasse, seulement 70 000 hectares, le long de la rivière Mbomou. Chez Marc Péchenart "*incontestablement le meilleurs spécialiste de l'éléphant*" selon Valéry, on chassait surtout le pachyderme. "*On en a tué au grand maximum 10 par an*" affirme François (Smith et Faes, 2000, "Bocassa 1er un empereur français", [ici](#)). En 1976 il a accepté une (première) décoration de Bocassa après une partie de chasse.

En 1978 l'empereur lui a offert la nationalité centrafricaine et le 03 décembre 1979 l'avait nommé "commandeur de l'ordre" de l'opération Bokassa.

Selon Smith et Faes, à la célèbre cérémonie d'intronisation de l'empereur Bocassa les 4-5 décembre 1977 : "*« J'y étais à titre personnel, et pour partir à la chasse ensuite. J'ai offert à l'empereur un bronze napoléon. » indique François Giscard d'Estaing vingt ans plus tard.*". François, trop modeste, avait auparavant servi d'intermédiaire pour les préparations du sacre ([ici](#)). Il n'y était pas seul, Robert Galley qui a été le superviseur de la construction des sites CEA de Marcoule, de Pierrelatte et qui a été dans le choix du site CEA/Cogema de La Hague, était au côté de sa majesté dans la tribune officielle au deuxième jours des festivités. Il est même la seule personne d'importance de l'assistance avec le chef du gouvernement de l'île Maurice et de François. Il faut dire que Valéry demandait qu'on s'intéresse à l'uranium de Bakouma et de plus, qui est le directeur financier du CEA alors ? : le frerot Jacques. Les cameramen de l'armée française ont été missionné

en haut lieu pour filmer l'événement et faire un générique de luxe. "*Rien que pour la couronne et le trône, les dépenses sont évaluées à près de 5 millions de dollars quand le salaire moyen en Centrafrique est d'environ 100 dollars*" (mensuel n°352 et film de S. Viallet sur Arté). Par ailleurs l'Etat major de l'armée française a du prêté 350 sabres de modèle F1 et 275 de plus, modèle napoléonien de l'an 1822 afin d'équiper les officiers du sacre.

La BFCE présidée par François a ouvert un compte spécial ayant été "*chargé, pour le compte de l'État centrafricain, de régler à une société française une note de 200 millions de francs relative aux dépenses du sacre.*" (Me Angelo Boccara avocat de François et Jacques lors de plainte contre le Canard Enchaîné).

François Giscard d'Estaing était un peu chez lui puisque dès 1959 à 33 ans, jeune inspecteur des finances, il avait été nommé directeur de la *Banque centrale des États d'Afrique équatoriale et du Cameroun*, et l'est resté 9 ans jusqu'en 1968 (la SOFFO de son oncle Edmond avait des intérêts dans la zone possédant une partie de la CFSO, Compagnie Forestière Sangha-Oubanghi, siège 23 rue de l'Amiral d'Estaing, Paris 16^e, café, hévéas, palmiers, cacaoyers, transports). Cette banque qui gérait la monnaie de 5 pays, était l'émanation de l'Institut d'émission de l'AEF (qui comporte Congo-Brazzaville, Gabon, Oubangi-chari devenu Centrafrique et Tchad, plus, dans la pratique le Cameroun bien que théoriquement celui-ci soit sous tutelle ONU). C'est lui qui décidait de l'attribution de crédits à tel ou tel pays/projet.

La France coloniale était active en AEF : outre le bois et plantations a commencé l'exploitation du manganèse puis de l'uranium du Gabon à partir respectivement de 1953 et 1957. Par ses paras elle remet sur le pouvoir en 1964 Léon M'Ba (qui fonctionnait en paire avec le puissant forestier conservateur Roland Bru, qui était aussi au C.A. de la banque dirigée par François) qui avait été destitué par de jeunes officiers, et enfin, téléguidée depuis Paris, c'est l'installation en 1966, et pour longtemps, de Albert-Bernard Bongo récupéré pendant son service militaire.

Un peu avant son arrivée, au Cameroun l'élite française avait déjà assuré sa maîtrise en installant en 1960 son homme, Ahmadou Ahidjo, alors qu'elle finissait l'extermination militaire totale, napalm inclus, du parti indépendantiste qui était majoritaire jusqu'à son interdiction en 1955, l'UPC, Union des Populations du Cameroun, du charismatique Ruben Um Nyobé tué par l'armée française en 1958 lorsque P. Guillaumat est ministre des armées.

▪ **Philippe**, X49-Télécom, a débuté au ministère des PTT et la Direction régionale de Paris puis à la Direction Générale des Télécommunications. Il rentre chez Thomson en 1958, dont il sera nommé PDG en 1980 alors que son cousin germain Valéry est Président; son oncle Edmond était au C.A. de Thomson avant son arrivée (de 1949 à 1972). 40% de l'activité de Thomson, aujourd'hui Thalès, est dans l'électronique de défense qui fait 70% de son chiffre d'affaire, notamment au Moyen-Orient. Après la visite en Concorde de Valéry à Mobutu, Thomson a un contrat de 500 M\$ d'équipement de télécommunication sous financement de la Banque B.F.C.E.

Thomson vend à Saddam Hussein (J. Wyer, EIR, 07/10.80, [ici](#)) un système de couverture radar aérienne peu avant qu'il attaque l'Iran par surprise en violation d'un traité entre les deux pays, guerre qui va faire ~ 1 million de tués et 1,7 million de blessés. Thomson vend toutes sortes de matériels à l'Afrique du Sud (voir Annexes, A.2).

▪ **Jacques** le cadet, un énarque encore (sorti 1953), comme son frère François est très proche de Valéry; là encore mêmes lycées (Janson-de-sailly et Louis Legrand) puis Science-Po et l'ENA et il entre à la cours des comptes.

- Il est chargé de mission au cabinet du Premier ministre M. Debré de 1959 à 1962 quand au même moment son cousin Valéry est Secrétaire d'État au Finances, auprès d'Antoine Pinay puis de Wilfried Baumgartner (les deux connaissant bien leurs pères).
- Il est ensuite à la Caisse centrale de Coopération économique du service des Départements et Territoires d'Outre-mer en 1962, secrétaire général de 1968 à 1970. En 1964, il est directeur général adjoint de l'Institut d'Émission des départements d'Outre-mer et de 1967 à 1970 de l'institut d'Émission d'Outre-mer.
- Il est directeur financier du CEA de 1971 jusqu'à 1982. "*C'est à lui que reviennent les discussions avec la Centrafrique, l'Iran ou le Niger pour négociier des contrats d'exploitation minière ou de fourniture de matériel.*" (Philibert, J-M. 2008, "L'argent de nos Présidents").
- Administrateur ou membre du conseil de surveillance de Technicatome dès sa création en 1972 (90% CEA, 10% EDF, au départ pour Superphenix) et cela jusqu'à 1989. Technicatome a été dirigé de sa création jusqu'en 1976 par le "corps des mines" Remy Carle du CEA (construction des réacteurs militaires G1-G3 de Marcoule sous Guillaumat, puis de Rapsodie puis de Phenix), passé à EDF rejoindre Marcel Boiteux en 1976 pour construire les réacteurs "civils". Cette société s'appelle aujourd'hui Areva TA (construit le réacteur Jules

Horowitz, les réacteurs nucléaires K15 des sous-marins d'attaque Barracuda et a construit les deux réacteurs du porte-avion Charles de Gaulle).

- Membre de la commission de surveillance de Eurodif à partir de 1973 : construction de la plus grande usine d'enrichissement d'uranium du monde au Tricastin, Directoire présidé par le "corps des mines" Georges Besse.
- Administrateur de la Cogema (100% CEA) naissante en 1976. Elle est présidée alors par le giscardien (membre éminent du Parti Républicain) "corps des mines" André Giraud jusqu'à 1989, dirigée (puis présidée jusqu'en 82) par le "corps des mines" Georges Besse. C'est La Hague, Marcoule..., leurs rejets radioactifs liquides et aériens...
- Président de la SOMAIR, mines d'uranium du Niger à partir de 1975 lorsque son cousin germain est Président, pour y rester 24 ans, jusqu'à 1999 (infos de WhosWho.fr). La Somaïr, ce sont les mines à ciel ouvert d'Arlit dans des trous profonds de 70 mètres. Jacques est en même temps au C.A. de Cominak siégeant au coté du Président Pierre Taranger (comme en témoigne la plaquette de la société fin des années 1970s), cette autre société à 10 km de Somaïr et qui exploite à 260 m de profondeur.

Début novembre 1979, un camion de concentré d'uranium se renverse dans le Nord du Niger, près de la Libye, que faisait-il là bas ? Le Sunday Times pense qu'il aurait été volé. Mais le 08/11/79 l'AFP transmet une mise au point de Cogema qui annonce que le Niger a vendu 258 tonnes d'uranium à la Libye et 400 tonnes au Pakistan. Nouvelle mise au point le 09, tout bien réfléchi le Niger n'a vendu que quelques tonnes au Pakistan qui, "officiellement" n'a pas besoin d'uranium... Seul le canard enchaîné s'est fait écho de l'affaire vite enterrée. Il doit bien y avoir quelqu'un à la SOMAIR qui suivait ces petits trafics...

En 2002, la Somaïr avait accumulé 15,2 millions de tonnes de résidu d'extraction de l'uranium sur 11 hectares, digue de 8 m de haut et 30 m de large, et 12,1 millions de tonnes comme tas de résidus de lixiviation statique. La Cominak en a accumulé autant 10 km plus au Sud, total 30 millions de tonnes. Cette boue qui n'est pas à l'équilibre chimique vue les réactions qu'on lui a fait subir contient encore un peu d'uranium (2 à 10% du départ) et surtout ses descendants avec le thorium 230, de période 75 000 ans, le radium 226 soluble (période 1600 ans), le polonium 210, 80 % de la radioactivité initiale du minerai est dans ces boues. Elles produisent en permanence du radon 222 et contiennent aussi d'autres polluants chimiques ajoutés, typiquement 100 kg/tonne. Leur activité totale est le plus souvent supérieure à 100 000 Bq/kg et dépasse parfois 500 000 Bq/kg (cas de Cominak au Niger; Chareyron 2012, diap. 142, [ici](#)). C'est le cadeau du tout nucléaire-électrique français aux générations nigériennes touaregs qui vont suivre à perte de vue. Pas que chez eux parce que pour la petite histoire, Pierre-Lionel Forbes, Directeur du laboratoire Andra-Bure de mars 2006 à 2010 a fait sa thèse sur le Gisement d'Akouta de la Cominak, thèse soutenue début 1989 lorsque Jacques Giscard d'Estaing est Président de la Somaïr et certainement toujours au C.A. de Cominak. P.L. Forbes a publié deux fois sur ce gisement, en 1987 et 1988, avec Patrick Landais qui lui est le grand Directeur scientifique de l'Andra de 2001 à 2013. Ces deux personnages qui ont travaillé sur Arlit/Akouta étaient les responsables à Bure lors de l'escroquerie sur le forage géothermie de 2008 qui produisait 5 m³/h alors qu'il en fallait 100 à 400 m³/h affirmait alors l'Andra au CLIS et dans sa synthèse ([ici](#), [là](#)). On retrouve d'ailleurs tout du long de l'histoire de Bure une autre sommité du PR/UDF auprès de Valéry et ancien d'Occident, Gérard Longuet via ses mandats meusiens.

- C'est aussi Jacques Giscard d'Estaing qui fera étudier une possibilité d'exploitation des phosphates uranifères de Centrafrique de répartition et épaisseur irrégulière car déposés dans des paléo-karsts à 35-40 m de profondeur, route non ouverte à la saison des pluies (URCA, URanium de CentreAfrique, l'un des 3 gisements de la coûteuse affaire Uramin de Areva présidée par une "corps des mines").
- Il est président de l'Entreprise de promotion et d'innovation au CEA (EPICEA) à partir de 1984.
- Jacques Giscard d'Estaing a été Président de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville, la Comuf, de 1995 à 1999 (Who is Who). C'est la date de l'abandon de la mine. Le village de Mounana et les environs ont été laissés contaminés. Dans le sol de la forêt humide près du village, une nature normalement nourricière, il y a désormais de la boue d'extraction de l'uranium là où les femmes vont tremper le manioc. Les anciens travailleurs disparaissent de maladies les uns après les autres dans la solitude sans aide pour des soins puis pour leurs veuves comme en témoigne Hennequin & Lorent (2009) dans le documentaire "Uranium, l'héritage empoisonné" ([là](#)). Le président de médecin du monde y exprime sa désapprobation vis à vis de ces décideurs des C.A. : [ici](#).
- Selon la tradition familiale, surtout de son oncle Edmond, Jacques, comme François, a été dans de nombreux autres C.A. d'entreprises.

Annexes

A.1. Champagne-Ardenne-Belgique : à un fin cheveu de la catastrophe nucléaire

Le premier réacteur à Chooz n'avait pas d'enclume de confinement. Il avait été mis dans des grottes creusées dans du schiste dans le flanc de la vallée de la Meuse. Dès le départ il a une suite mystérieuse de problèmes. Suite au blocage successif de deux grappes de contrôle, une expertise complète est finalement décidée le 31/01/68, 15 mois après le démarrage. On ne connaîtra la vérité de ce qu'ils ont découvert que bien plus tard, et encore... (cela figure dans le rapport SENA à Euratom "Centrale nucléaire des Ardennes - rapport annuel 1968-" daté 1970, ou dans le rapport DER d'EDF rédigé par M. Procaccia, juillet 74) :

"- la rupture de 40 des 80 vis d'assemblage des viroles support du cœur; - l'usure de l'écran thermique aux cavaliers d'appui sur les consoles solidaires de la cuve et déplacement latérale de cet écran; - des fissures au voisinage des soudures, de 2 des 3 pontets supérieurs d'assemblage des 3 tiers d'écran thermique; - des dégâts sur les tubes de guidage des éprouvettes métallurgiques; - la rupture de 5 des 32 tirants reliant la plaque support du cœur à la plaque coulée inférieure."

Dans un courrier Yves Lenoir commentait : On était passé très près soit de la désolidarisation de l'écran thermique soit de la dislocation du cœur, soit des deux en cascade (à ce niveau de dommages, le processus d'autodestruction engendré par les vibrations connaît une progression exponentielle...). Une catastrophe venait d'être évitée quasi par hasard. Les dysfonctionnements des grappes de contrôle intervenaient "presque trop tard" : ce "presque" résultant d'une chance inouïe et non d'un programme sérieux de suivi du fonctionnement et de l'état du réacteur.

Le réacteur sera à l'arrêt plus de 2 ans et un certain nombre de soudeurs obligés d'intervenir dans l'environnement radioactif de la cuve (de 15 mois de fonctionnement, combien ont du se succéder pour ne pas prendre trop de "dose", la "partager" ? : on *"attend toujours les études sur travailleurs... ceux qui sont intervenus à Chooz en 1969 pour réparer les supports de la jupe thermique."* (Gazette Nucléaire n°84/85, édito). EDF/Electrabel n'en feront pas moins fonctionner ensuite ce réacteur ressoudé "sous conditions". Ils y mettrons même du Mox, il semble par exemple qu'il ne fallait pas y injecter de l'eau trop froide à cause des soudures réalisées (Gazette Nucléaire n°48/49, p. 22, aussi [ici](#) p. 8).

A.2. Vente de deux réacteurs nucléaires au régime de l'apartheid

▪ Le 13 nov. 1963 dans la résolution 1899 l'Assemblée Générale de l'ONU demandait à tous les pays de, § 7 :

- a) s'abstenir de fournir de quelque manière ou forme que ce soit des armes ou de l'équipement militaire à l'Afrique du Sud ;
- b) de s'abstenir aussi de lui fournir sous quelque manière ou forme du pétrole et des produits pétroliers à l'Afrique du Sud (qui occupe la Namibie).

Le 02 décembre 1968 l'assemblée générale de l'ONU demandait à tous les États et Organisations de « *suspendre les échanges, culturels, dans l'éducation, dans le sport et autres avec le régime raciste d'Afrique du Sud et avec les Organisations et Institutions d'Afrique du Sud qui pratiquent l'apartheid.* ».

Le 30 novembre 1973, rappelant la déclaration universelle des droits de l'homme qui considère que tout être humain sans distinction naît libre et égal en dignité et en droit, l'ONU émettait la « Convention Internationale pour la suppression et la punition du crime de l'apartheid. ».

Le 12 nov. 1974, l'Assemblée Générale de l'ONU ne permet plus la participation de l'Afrique du Sud à ses activités (elles sera ré-accueillie une fois l'apartheid supprimée, en 1994).

Le 1^{er} janv. 1976 un centre contre l'apartheid est instauré à l'ONU.

A cette époque c'est d'exil, pour sa sécurité, que Miriam Makeba fille de Johannesburg qui s'est produite dans les bars clandestins des banlieues Soweto et Sophiatown, chante pour ses sœurs et ses frères, comme [Khawuleza](#).

▪ Pourtant en 1976-1977 Valéry Giscard d'Estaing donne l'aval pour la vente à l'Afrique du Sud de deux escorteurs Type 69A et de deux sous-marins d'attaque Agosta 70S. Il annulera finalement en 1978, cette insolence caractérisée vis-à-vis de l'ONU, aussi de certains pays africains (+ sacre de l'empereur Jean Bedel

Bokassa le 4 décembre 1977). Les escorteurs 69A seront vendus en place au nouveau dictateur argentin J.R. Videla, connu aujourd'hui pour la disparition de 7000 à 8000 prisonniers politiques, nombreux jetés d'avions sur l'Atlantique puis qui a envahi les Malouines lançant la guerre contre la Grande Bretagne, et qui avait été vite mis sous embargo militaire par les USA. Les sous-marins d'attaques Agosta 70S sont vendus au Pakistan.

- Guère plus au Nord l'administration Giscard vendait des hélicoptères Alouette dans ce qui était alors la Rhodésie (du Sud, actuel Zimbabwe) de l'apartheid de Ian Smith. Ils servaient à mitrailler à basse altitude les guérillero anticoloniaux (noirs) quand Alexandre de Marenches, patron des services secrets français, et comme son Président grand adepte des safaris africains (personnels), venait y chasser l'éléphant (Jeune Afrique 22/11/2017, [là](#)). L'Encyclopedia Universalis écrit à propos de ce client Ian Smith : « *Monstrueuse incarnation du racisme pour les nationalistes noirs, repoussoir pour les bonnes consciences progressistes et tiers-mondistes, bête noire des chancelleries occidentales dans les années 1970, Ian Douglas Smith s'est éteint dans la ville du Cap...* »

V. Giscard d'Estaing donne l'aval en 1976-77 à la vente de deux réacteurs nucléaires de puissances 900 MWé. Ces derniers iront à Koeberg sur la mer à 30 km au Nord du centre ville et du port de *Le Cap*, *Cape town*, soit 12 km du début d'agglomération, une ville d'apartheid particulièrement dure (Saho, [ici](#)), Le consortium Framatome-Alstom-Spie-Batignole (Spie-Batignole, c'est le groupe Empain-Schneider) signe le contrat des deux réacteurs atomiques clefs en main le 6 juillet 1976 à Johannesburg (6 milliards de FF). On est en pleine répression sanglante des lycéens dans la banlieue Soweto de cette même ville. C'est alors le régime de John Vorster, un apartheid violent dont la législation traite les autochtones noirs comme race inférieure interdite de ses lieux de vie, de "ses" bus, de "ses" plages, etc. Il y a de la richesse (cobalt, platine, chrome, vanadium, or, diamants...) mais 30 % des enfants ne vont pas à l'école, il y a un médecin pour 400 personnes pour les blancs, un médecin pour 44 000 personnes pour les noirs à l'époque selon l'ONU (Droit et liberté n°370, "Spécial Afrique du Sud", MRAP, juin 1978, p. 6).

Peu avant son élection, le Ministre d'État des finances avait donné sa position certainement en symbiose avec celle de son papa qui quitte alors à peine la SOFFO :

"Nous ne guérirons pas la misère du monde. Ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort." (Préface d'un document du Ministère de l'économie du 24/10/73; Droit et liberté n°370, MRAP, juin 78, p. 5).

La rébellion dans les banlieues noires est commencée par des lycéens/scolaires de Soweto parce que le régime de John Vorster imposait aux jeunes de l'écrasante majorité noire autochtone, 83 %, l'enseignement dans leur ghetto obligatoirement dans la langue de la minorité blanche afrikaners, 17 %, minorité que ces jeunes n'avaient pas le droit de côtoyer. Il y a plus de 550 tués dans les manifestations entre juin 1976 et fév. 1977. Beaucoup sont des adolescents ([là](#), histoire du soulèvement [là](#)).

« ... le 17 juin... Granny Seape, étudiante... en arrivant dans le township, "on pouvait voir la fumée, les bâtiments en feu." Immédiatement, elle s'inquiète pour son petit frère, Hastings Ndlovu, 17 ans, élève à Soweto. "On l'a retrouvé au bout de cinq jours à la morgue, dans une pile de corps. "Il avait été tué d'une balle entre les deux yeux" » (VoA, 15/06/16, [là](#))

Les leaders sont torturés. Steve Biko, étudiant en médecine, le père de la conscience noire ("black is beautiful") arrêté le 18 août 1977, après un coma meurt le 12 septembre. Vingt mille personnes assistent à ses funérailles. Elijah Loza, syndicaliste de *Le Cap* est emprisonné une fois de plus en mai 1977, il meurt à l'hôpital en août 1977 après être passé dans les mains de la police (J. Sithole et S. Ndlovu, "The revival of the labour Movement", [ici](#), p. 228).



Fig. 3. A gauche, Hector Pieterse, 13 ans dans les bras d'un lycéen, sa sœur à côté, le premier tué par les balles contre les scolaires noir-e-s le 16 juin 1976 (photo du journaliste Sam Nzima). A droite un jeune parmi des > 500 sud-africain-e-s tué-e-s, beaucoup d'adolescent-e-s, par la police de apartheid entre juin 1976 et février 1977 (photo International Defence and Aid Fund)

La Résolution n° 417 des Nations Unies du 31 octobre 1977 qui demande l'abandon de l'apartheid, adoptée à l'unanimité, commence comme ceci :

« Rappelant sa résolution 392 (1976) du 19 juin 1976, dans laquelle il a condamné vigoureusement le régime raciste d'Afrique du Sud pour avoir recouru à des actes de violence massive et à des massacres non provoqués à l'encontre d'Africains, y compris des écoliers, des étudiants et autres qui marquaient leur opposition à la discrimination raciale, et invité le régime raciste sud-africain à mettre fin sans délai aux actes de violence contre le peuple africain et à prendre d'urgence des mesures en vue d'éliminer l'apartheid et la discrimination raciale (...)

Gravement préoccupé par les informations faisant état de la torture de prisonniers politiques et du décès d'un certain nombre de détenus, ainsi que par la vague croissante d'actes de répression à l'encontre de particuliers, d'organisations et d'organes d'information depuis le 19 octobre 1977... »

Badel (2010, cf. plus bas, p. 134) écrit : "... le conseil de sécurité de l'ONU vote le 4 novembre 1977 la résolution 418 décrétant l'embargo obligatoire sur les livraisons de matériel militaire, sur les produits pétroliers et sur les équipements nucléaires."

Le Président Valéry maintient la vente des deux réacteurs Framatome. Ce sera l'unique centrale nucléaire de puissance du continent africain.

En fait le régime raciste Vorster avait choisi des réacteurs atomiques General Electric. Mais la société américaine avait été contrainte de reculer face aux indignations internationales sur l'apartheid et en même temps très suspect de la construction de la bombe atomique. Le fait que le régime Vorster avait construit une usine d'enrichissement d'uranium dont il refusait l'accès au contrôle international, exactement ce que le monde occidental reproche depuis des années à l'Iran, n'a pas davantage arrêté Valéry et sa famille aux affaires. Le consortium français s'est précipité dans la brèche laissée par les américains pour écouler deux réacteurs Framatome. EDF a dû infirmer 2 "options" en France afin de libérer de la construction sans délais pour Koeberg.

Ce genre de vente à risque est géré par la Banque Française du Commerce Extérieur, B.F.C.E dont le Directeur Général est alors François Giscard d'Estaing, et la COFACE dont le même François devient administrateur en 1977 :

"L'extension de la garantie de l'État à des crédits consentis à long terme par les fournisseurs français est, dès lors, l'élément essentiel qui permet le développement de la négociation de grands contrats d'équipement avec les pays en voie de développement dans des secteurs moteurs comme l'hydro-électricité, l'atome, la sidérurgie ou la pétrochimie. C'est dans ce cadre que l'administration française acquiert un pouvoir sans précédent qui lui permet de peser sur l'attribution des contrats." (Badel, 2010 p. 127).

Si le Président Valéry avait considéré que cela empiétait sur la résolution 418 de l'ONU, la COFACE aurait eu à verser une indemnité très élevée :

"Le risque direct à supporter par les finances publiques s'élève à 1,5 milliard de francs au 31 décembre 1977 [28]. De plus, les engagements de fourniture d'uranium à la France risquent d'être remis en cause : le contrat porte sur la fourniture de 9 000 tonnes d'uranium livrables à raison de 990 tonnes par an, sur dix ans, à partir de 1980, pour un montant d'environ 4 milliards de francs. Or la COFACE a également délivré

une police pour garantir cette opération d'importation par décision spéciale du ministre du 25 mars 1977. Et la COGEMA a commencé à procéder à un pré-paiement sous forme d'un prêt, par tiers, les 15 janvier et 1er juillet 1977 et 1er juillet 1978." (Badel 2010*, p. 134).

* Badel, L. 2010, "L'état français face au risque politique dans les années 1970 : Les cas polonais, Sud Africains et Iraniens.", Les cahiers IRICE n°6: 123-140, CNRS <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2010-2.htm>)

La France (G. Pompidou, dont Valéry était déjà Ministre de l'économie) était déjà le principal fournisseur d'armes du régime raciste : avions Breguet-Dassault Mirage (dont 16 du alors récent F1), missiles, sous-marins, tanks Panhard et autres véhicule blindés, grenades... Dans cette période, les échanges de la France avec l'Afrique du Sud via des structures plus ou moins étatiques ne font que s'accroître. "*Le groupe Thomson-Brandt est implanté en Afrique du Sud par l'intermédiaire de nombreuses filiales : Thomson-C.S.F., SODET-G, Hotchkiss Brandt Armements, LMT, Compagnie Générale de Radiologie. L'essentiel des activités du groupe en Afrique du Sud concerne l'armement, l'électronique et le nucléaire. Le père du président de la République [Edmond] a été administrateur du groupe.*" (Droit et Liberté n°370, MRAP, juin 78, p. 15) et Philippe, autre cousin germain de Valéry qui est à Thomson depuis 1958 en devient le PDG peu de temps après, en 1980, toujours dans le Septennat de Valéry. "*La banque de l'Indochine a accordé de nombreux prêts à l'Afrique du Sud seule ou en tant que chef de file d'un consortium bancaire permettant le financement de nombreux grands projets (barrages, centrales thermiques, sidérurgie, etc.) ou l'achat d'équipements importants (porte-conteneurs, centrale nucléaire, etc.). En France, les dirigeants jouent un rôle capital pour le rapprochement entre les deux pays*" (Droit et liberté n°370, MRAP, juin 78, p. 18). L'Afrique du Sud de son côté fournissait or et uranium à l'élite française.